



De l'AGCS à l'ACS

Forum sur le commerce mondial des services

Organisé par l'Internationale des Services Publics (ISP), la fondation Friedrich Ebert (FES) et le réseau Notre monde n'est pas à vendre (*Our World Is Not For Sale, OWINFS*)

Les 17 et 18 octobre 2014, à Genève (Suisse) (lieu à confirmer)

Ce forum marque la toute première occasion au monde d'exprimer un point de vue critique au regard de l'Accord sur le commerce des services (ACS), de partager des informations et d'organiser une action à l'échelle nationale et mondiale. Ce forum réunira des experts mondialement connus, des syndicats des secteurs public et privé, ainsi que des représentant(e)s de la société civile et des gouvernements des quatre coins du monde.

Lors de la première journée, les participant(e)s pourront assister à des présentations d'experts et des discussions stratégiques sur le contexte et la géopolitique de l'ACS, les intérêts des entreprises sous-jacents à ces négociations, les raisons qui justifient le secret autour de ces négociations, ainsi que sur les conséquences de la privatisation des services publics sur la capacité des gouvernements à instaurer des réglementations dans l'intérêt public. Les débats porteront sur l'impact de cet accord sur les secteurs tels que les services sociaux et la santé, l'énergie, la municipalité, les services financiers, l'éducation et les télécommunications.

Lors de la deuxième journée, les représentant(e)s des syndicats et de la société civile se réuniront pour discuter d'une stratégie et prévoir des mesures en vue de contrer l'ACS. Cette rencontre permettra de partager des idées avec certains des plus fervents défenseurs du commerce au monde et d'organiser une action à l'échelle nationale et internationale. Ce forum rassemblera entre autres des dirigeant(e)s, au fait des questions ou des campagnes relatives au commerce, qui souhaitent en apprendre davantage sur cette nouvelle menace et travailler avec nos partenaires en vue de la contrer.

Jusqu'il y a peu, l'Accord sur le commerce des services (ACS) était encore mal connu. Négociant dans le plus grand secret à Genève depuis près de deux ans, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les Etats Unis, Hong Kong, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la Suisse, le Tapei chinois, la Turquie et l'Union européenne (28 Etats membres) se sont attelés à élargir les dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), déjà très controversé.

Depuis que la publication du rapport de l'ISP intitulé « l'ACS contre les services publics » et la divulgation du chapitre sur les services financiers ont fait les gros titres dans près d'une douzaine de pays du monde, nous connaissons désormais les objectifs de l'ACS : il promouvra la privatisation, empêchera les gouvernements de reprendre le contrôle des services publics en cas d'échec d'une tentative de privatisation, viendra limiter les lois et réglementations intérieures – telles que les normes en matière de sécurité des travailleurs/euses, les réglementations environnementales et les règles concernant la protection du consommateur – et limitera les autorités de réglementation dans les domaines tels que l'homologation des établissements de soins de santé, les centrales énergétiques, les centrales d'élimination des déchets, ainsi que les accréditations des écoles et des universités. L'accord augmentera

le nombre de travailleurs/euses migrants entrant dans les pays disposant de droits restreints, et privera les gouvernements de leur droit d'exiger que les données soient stockées sur le territoire.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, dans le sillage de la crise financière mondiale, l'ACS tente également de déréglementer davantage les marchés financiers et expose potentiellement les gouvernements à des poursuites judiciaires dans le cas où ils adopteraient des mesures visant à empêcher ou à gérer une autre crise.

Depuis ces évènements, les syndicats et la société civile souhaitent ardemment lutter contre l'ACS. Ce Forum s'inscrit dans ce cadre.

De l'AGCS à l'ACS

Forum sur le commerce mondial des services

Les 17 et 18 octobre 2014 à Genève (Suisse) (lieu à confirmer)

PROGRAMME PROVISOIRE

Mis à jour le 28 juillet 2014

Vendredi 17 octobre - JOUR 1

Heure	Activité	Nom de l'activité	Modérateurs/trices Intervenant(e)s
09h00– 09h30	Cérémonie officielle de bienvenue	Discours de bienvenue et présentations	
09h30– 10h30		De l'AGCS à l'ACS : ce que nous savons <ul style="list-style-type: none"> • Contexte et implications géopolitiques de l'ACS • Ampleur de la libéralisation actuelle des services • Termes de l'ACS • Qui tient les rênes du programme ? 	
		Commentaires et questions	
10h30– 10h45	Pause-café		
10h45– 12h15		Implications générales de la libéralisation des services <ul style="list-style-type: none"> • Privatisation, marchés publics et entreprises publiques • Réglementation intérieure • Mode 4 • Portée de l'exception sur les services publics 	
		Discussion	
12h15– 13h45	Pause déjeuner		
13h45– 15h30		Impact sur les secteurs de l'industrie <ul style="list-style-type: none"> • Energie • Services sociaux et de santé • Services financiers • Télécommunications et services postaux • Transport • Education 	
		Discussion	
15h30– 15h45	Pause-café		
15h45– 16h30		Impact sur le commerce multilatéral <ul style="list-style-type: none"> • L'ACS peut-il être multilatéralisé ? • Conséquences sur les pays en développement • Règlement des différends 	
		Discussion	
16h30– 17h00	Clôture	Conclusion et clôture	

Samedi 18 octobre - JOUR 2

Heure	Nom de l'activité	Modérateurs/trices Intervenant(e)s
09h30–10h00	Discours de bienvenue et présentations	
10h00–11h00	Partager les expériences sur les campagnes organisées à ce jour <ul style="list-style-type: none"> • ACS • Les campagnes sur le commerce et autres domaines dont nous pouvons tirer des enseignements 	
11h00–12h00	Identifier les thèmes de campagne <ul style="list-style-type: none"> • Secteur • Pays • Thème 	
12h00–13h00	Identifier les opportunités de campagne	
13h00–14h00	Pause déjeuner	
14h00–15h30	Planifier <ul style="list-style-type: none"> • Par thème • Par pays 	
15h30–16h00	Conclusion et clôture	